



Témoignage

«J'ai appliqué la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.»

Roger Méï, maire de Gardanne, revient sur l'action de la commune en faveur des personnes Roms.

Comment avez-vous résorbé l'ancien bidonville de Gardanne ?

Il y a quatre ans, nous avons décidé d'accueillir dignement les douze familles Roms qui vivaient dans des conditions inacceptables. Nous les avons installées au Puits Z, un ancien carreau de mine de la ville. Nous leur avons fourni des conditions de vie correctes mais pas définitives, car l'objectif a toujours été leur insertion. Ensemble, nous avons rédigé une charte (propreté, vol et mendicité interdits...). Celle-ci prévoyait aussi la scolarité des enfants dans nos écoles. Aujourd'hui, neuf familles sont relogées et insérées, dont trois dans la région. Un maire m'a même appelé en me disant : «J'ai besoin d'une famille pour sauver mon école.» Aujourd'hui, le père de famille travaille dans la scierie locale.

Nous avons réussi, mais ça n'a pas été facile et il a fallu l'aide de tous : les habitants réunis autour du "Collectif Roms", la paroisse et bien sûr, la Ville qui représente l'autorité. Elle est nécessaire, même quand c'est le cœur qui parle.

Les mairies ont-elles les moyens d'assurer un accueil digne sur leur territoire ?

Nous n'avons pas fait de discours, nous avons agi. Si toutes les communes en fai-



saient autant, à la mesure de ce qu'elles sont, il n'y aurait pas de "problème Rom" dans les Bouches-du-Rhône. Chacun doit faire un effort d'intégration et je souligne que nous avons eu un réel soutien de la Région, du Département et de la Préfecture. Les communes environnantes doivent prendre leur part d'humanité. Un maire proche d'ici m'a félicité pour ce que nous avons fait. Je lui ai dit : «Et toi, qu'as-tu fait pour les Roms?», Il ne m'a jamais répondu.

Comment éviter les bidonvilles ?

Nous n'avons pas de problème "avec" les Roms mais j'ai failli perdre les élections "à cause" des Roms. Les cambriolages avaient particulièrement augmenté lorsqu'ils sont arrivés et tout le monde les accusait.

Quand nous avons pris les auteurs, ils étaient tous Français... il faut arrêter de faire de la mauvaise pub, il faut travailler à la tolérance dans le respect des droits et des devoirs par tous. Logements, scolarisation, démarches administratives... le Préfet et le sous-Préfet ont vraiment été à nos côtés. Quand je vais au Puits Z, les enfants m'embrassent. Et pour l'anecdote, l'un des enfants s'appelle Christian, comme l'ancien chef de la police municipale. ■